

De la "POLITIQUE NATIONALE" à la signature des accords Renault

(Suite de la page 1.)

(Bilan du gouvernement Faure, 28 octobre). Que cette non-généralisation soit bien plus le produit de la politique des organisations ouvrières, que de cet accord, n'enlève rien au fait que c'était là l'objectif conscient du patronat et du gouvernement effrayés par la profondeur de la volonté de combat de toute la classe ouvrière et l'ampleur de ses revendications.

**

Comment se fait-il que les syndiqués C.G.T. et une grande partie des communistes de l'usine s'opposent à la signature de cet accord et qu'au moment où nous écrivons, même B. Frachon n'a pas pu encore les convaincre? Ce n'est pas seulement parce qu'on leur demande de faire « un tournant » après avoir dénoncé les autres organisations syndicales d'avoir trahi les intérêts ouvriers en signant. C'est parce qu'ils sentent et comprennent qu'il s'agit là effectivement, d'une politique fautive — au moins.

Bien entendu, personne n'est contre la signature d'un accord en soi. On peut et l'on doit signer des armistices temporaires avec le patronat quand il est le plus fort. Mais c'est précisément là qu'est la question : est-on obligé de signer aujourd'hui, n'est-on pas assez fort pour obtenir plus? Lorsque B. Frachon déclare devant l'assemblée des syndiqués de chez Renault : « Si dans le moment donné, l'organisation de l'action et la consolidation de l'unité d'action en bas n'ont pas été portées à un niveau suffisamment élevé pour que le rapport des forces permette aux travailleurs de passer outre aux tentatives des diviseurs et d'imposer des revendications plus élevées » c'est justement de cela dont les travailleurs ne sont pas convaincus. Le patronat offre spontanément des augmentations de salaires et 3 semaines de congés payés et le rapport de force n'est pas en notre faveur? La C.G.T. dit que plus de 5 millions et demi de travailleurs ont obtenu des augmentations de salaire et ce sont eux qui doivent signer une « pause »?

En fait l'opposition de la base à B. Frachon n'exprime pas seulement l'opposition à la signature de cet accord. Il exprime bien plus. C'est la réprobation de la politique suivie dans toute la dernière vague de grève. AUJOURD'HUI B. Frachon dit qu'on ne peut obtenir mieux, qu'il faudra continuer la lutte sous d'autres formes par atelier, entreprise et corporation pour arracher toutes les revendications qui subsistent. Mais HIER pourquoi les 5 millions et demi de travailleurs n'ont-ils pas été appelés à combattre ensemble? Pourquoi les organisations ouvrières n'ont-elles rien fait pour coordonner la lutte de Nantes, St-Nazaire, Le Havre, Paris, Bordeaux, etc., etc... Pourquoi rien n'a-t-il été fait pour que Renault entre dans l'action au retour des vacances? Pourquoi B. Frachon se dérange-t-il

aujourd'hui prêcher la sagesse alors qu'on ne l'a pas vu à Nantes appeler à la coordination de tous les grévistes du pays. Alors les dirigeants disaient : que chaque entreprise décide elle-même... Ils n'avaient pas de position lorsqu'il fallait appeler au combat tous ensemble. Mais aujourd'hui ils retrouvent toute leur autorité, ils ont une ligne, ils savent ce qu'ils veulent, pour appeler à battre en retraite.

Il est vraisemblable que la C. G. T. finira par signer l'accord Renault (« ils » finiront par faire ce qu'ils veulent, disent les ouvriers) il n'en restera pas moins que c'est cette réprobation à cette politique que l'avant-garde ouvrière de chez Renault aura exprimée.

**

Que les dirigeants C.F.T.C.-F.O.-Indépendants se précipitent au secours du patronat quand la tempête souffle, plus grand monde ne s'en étonne. Ils ont signé bien d'autres « pauses ». Mais pourquoi les dirigeants de la C. G. T. et du P.C.F. suivent-ils cette voie, c'est une question tenaillante pour les ouvriers les plus combatifs et en particulier pour les ouvriers communistes.

L'histoire très récente et pas très ancienne peut aider à trouver la réponse. Déjà en juillet 1954 lorsque la C.G.T. signa la convention collective de la métallurgie, après avoir longtemps refusé, bien des métallos et d'abord ceux de chez Renault furent étonnés. A l'époque le P.C.F. soutenait et flirtait avec Mendès-France. Lorsqu'en 1944-45 le P.C.F. disait « Il faut rendre les armes », « produire d'abord », « la grève est l'arme des trusts », bien des communistes rongeaient leur frein. Le P.C.F. participait aux gouvernements de Gaulle, puis tripartistes. La majorité des travailleurs pense que ce fut une erreur de faire « la pause » lors de la grève générale de juin 36. Lorsque Thorez disait alors « il faut savoir terminer une grève » il soutenait Daladier.

Bon, ce fut une erreur de s'allier avec des partis bourgeois, mais aujourd'hui le P.C.F. est dans l'opposition! C'est vrai mais quel est le but, l'objectif du P.C.F., que veut-il? Le même B. Frachon l'écrivait durant la discussion préparatoire au 30^e Congrès de la C.G.T. : « La C.G.T. peut-elle être indifférente à des changements possibles autres que ceux qui nous conduiraient à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme? Non, bien sûr.

Est-ce qu'elle peut s'isoler de l'ensemble des forces progressives de la nation? Evidemment non. » Ce Congrès adopta la perspective « d'un regroupement des forces progressives », celle « d'un nouveau Front Populaire ».

En dehors du Parti Socialiste que peut-on appeler « forces progressives », sinon des hom-

mes et des partis de la bourgeoisie? Lorsque le P.C.F. dit que le Front Unique avec le P.S. doit conduire à un rassemblement plus large de toutes les forces patriotiques, démocratiques, nationales, ne s'agit-il pas de réaliser à nouveau une alliance avec la bourgeoisie?

Mais pour y arriver il faut donner des gages à cette bourgeoisie, il faut lui prouver qu'on peut « être de la majorité », que l'on n'est pas si terrible que cela. Alors le P.C.F. vote pour la politique marocaine de cette bourgeoisie (appliquée par Edgar Faure!) il redevient le champion de l'Union Française contre laquelle les Nord-Africains se font tuer, ce qu'il reproche à la droite, c'est de mal défendre les intérêts et le prestige de la France (bourgeoise) en Afrique du Nord, en Sarre, etc... Il dénonce comme provocateurs les soldats et ouvriers de Rouen qui combattent effectivement contre la nouvelle sale guerre. Il dénonce comme provocateurs les grévistes de Nantes combattant contre les C.R.S. Et il veut signer l'accord Renault « contre-feu » du patronat.

**

En théorie, dans de beaux discours, les dirigeants du P.C.F. dénoncent la collaboration des classes. Mais dans la pratique, ils votent pour la politique ma-

rocaine et signent l'accord Renault. Il parle de révolution prolétarienne mais pour un avenir indéterminé et aujourd'hui dans la pratique ils aspirent à une entente avec une aile dite « progressiste » de la bourgeoisie.

La signature de l'accord Renault exprime cette politique générale ainsi que l'opposition à la généralisation des grèves hier. C'est contre CETTE politique que les travailleurs, les syndiqués et les communistes de chez Renault se rebellent en s'opposant à un des aspects isolés. C'est de cela qu'ils doivent prendre conscience. Alors ils exigent un changement complet de politique de leur parti. Ils exigent une politique de Front Unique ouvrier à l'égard du P.S. pour mobiliser les masses contre le gouvernement bourgeois, pour un gouvernement ouvrier P.C.F.-P.S.

Car ce qui les révolte dans la signature de l'accord Renault ne pourra être supprimé que par une nouvelle et claire perspective politique : non celle de l'alliance avec les « forces progressives », mais celle du pouvoir ouvrier.

Ce qui est important, c'est que cette volonté se manifeste et s'amplifie, même si elle ne s'exprime pas encore clairement dans les rangs d'avant-garde communiste.

ALLIANCE P. C. F. - P. S.!

(Suite de la page 1.)

Les deux directions — socialiste et communiste — n'ont que des aspirations électorales. Les élus socialistes choisissent le mode de scrutin avec l'idée de pouvoir, en cas de second tour, trouver des voix à droite et à gauche. Quant à la direction du P.C., elle voit certainement dans ces élections une occasion de ranimer les rangs du parti qui depuis plusieurs semaines sont très apathiques; elle rêve de combinaisons favorables à « l'esprit de Genève », d'une « coexistence pacifique » dans le pays comme dans le monde, et cède toutes les positions, pas même pour un plat de lentilles.

Les masses travailleuses voteront, sans aucun doute, pour les candidats du P.C. et du P.S.; mais leurs aspirations, leurs volontés sont bien différentes de celles des partis qui recueilleront leurs suffrages. Ce que veulent les masses, ce sont les travailleurs de Nantes, les travailleurs et les rappelés de Rouen qui l'ont montré.

Les militants des partis ouvriers, notamment les militants communistes, n'auront guère le temps avant les élections de lutter dans leurs organisations pour une politique de combat, la hâte des Faure et Pinay servant aussi les dirigeants des partis ouvriers contre la base de ces partis. Mais les élections ne supprimeront pas les problèmes. On peut même prévoir qu'un succès électoral des partis ouvriers ne tardera pas à accentuer les contradictions et les aspirations de la base pour une politique de combat, contre les petits calculs des directions.

Notre Parti appelle les militants ouvriers et les travailleurs à mener la campagne électorale sous les mots d'ordre suivants :

A la porte les candidats d'une bourgeoisie en déroute!

Pour un gouvernement P.C.-P.S., liquidant la faillite capitaliste et abordant la construction du socialisme!
(31 octobre 1955).

Pierre FRANK.

Le fait que la loi électorale soit encore inconnue ne permet pas de préciser dès aujourd'hui les formes d'intervention de notre organisation. Nous nous efforçons de permettre que certains sec-teurs prolétariens puissent se compter sur un clair programme révolutionnaire. Partout ailleurs, nous inviterons les travailleurs à voter au premier tour pour les candidats du P.C. et — en cas de second tour — pour le candidat ouvrier (P.C. ou P.S.) le mieux placé, et contre toute alliance avec un candidat bourgeois.

Diffusé par les N.M.P.P.